

## Gauche et islamisme : coupable ou « coupable » ?



Les mouvements de gauche ont pu, un certain temps, considérer les mouvements islamistes comme ayant les mêmes revendications qu'eux. Lors de la grande vague de colonisation (XIXe-XXe siècles), les pays colonisateurs - notamment européens - étaient chrétiens et les colonisés musulmans. Ces liens ont ensuite été confirmés par le fait que les immigrés étaient le plus souvent musulmans, et que la gauche voulait les défendre. En allant plus loin, il était facile d'associer les musulmans aux autres opprimés, dans des mouvements d'émancipation (des femmes, des Noirs, notamment aux Etats-Unis puis ailleurs).

Le néologisme islamo-gauchisme a été conceptualisé par Pierre-André Taguieff en 2002 dans son livre *La Nouvelle judéophobie*. Il désignait « la nouvelle configuration tiers-mondiste qui se mobilise aux côtés de divers courants islamistes », notamment dans les mouvements propalestiniens. Au fil des années, cette locution a été reprise par les mouvements d'extrême-droite pour dénoncer la proximité et le laxisme supposés de certaines personnalités politiques françaises de gauche envers l'islamisme.

En son temps, Michel Foucault a salué la révolution iranienne pour son caractère progressiste alors que le premier parti éliminé fut le parti communiste iranien. La gauche, dans une grande partie, a compris que l'affirmation identitaire de l'islamisme s'est rapidement vidée de tout contexte religieux et n'a également rien à voir avec les luttes sociales. Toutefois, il est encore difficile pour certains de faire la part des choses entre une revendication vers une plus grande liberté et une volonté de pouvoir suprématisante, quand les rapports de force changent.

Les trois textes étudiés ont été publiés par *Le Monde* le 28 octobre 2020. Les deux premiers sont un constat de la difficulté à surmonter les dérives. Le troisième est un simple plaidoyer pour un parti politique.

Député européen et intellectuel, fils du non moins célèbre philosophe André, Raphaël Glucksmann publie un texte sur la vision «borgne» de la gauche. Sous le prétexte que l'on se doit d'accepter l'opinion d'autrui, une certaine gauche va jusqu'à admettre un droit de parole aux extrémistes, jusqu'au passage à l'acte meurtrier. R. Glucksmann y voit surtout la culpabilisation du passé et la lâcheté. Il existe pour une certaine gauche des dogmes qu'elle ne veut pas analyser pour en tirer les conséquences. Le racisme compassionnel en fait partie. Pour une autre gauche, il s'est agi d'un travail intellectuel sans tenter d'apporter des solutions. Ces deux tendances ne se parlent pas et se contentent de fermer un œil. Ce qui au final rend la gauche aveugle.

A cet état de choses, l'auteur réaffirme son attachement à la liberté, de penser, d'agir, de s'exprimer. Mais il constate que la volonté d'instaurer à tout prix un individualisme a coupé en tranches les différents secteurs de la ville, destinés à des catégories d'habitants cloîtrés qui ne se voient plus, n'ont plus rien en commun et dont le repli fait le blé des sectes. D'autant que la domination des réseaux sociaux réduit encore plus le cadre de pensée des individus qui se regroupent et s'enfoncent dans leurs croyances. Il propose une mise en place d'un service civique universel obligatoire afin de recréer une mixité.

Il rappelle que les actions en faveur de la liberté de vivre trouvent un écho important auprès des jeunes et qu'il importe de redonner des responsabilités à une jeunesse qu'il ne suffit pas d'obliger à aller en classe jusqu'au baccalauréat et le lui donner pour qu'il puisse entrer dans une vie d'humain responsable.

Le second texte est signé par Didier Daeninckx, écrivain né en 1949. Il se considère comme un «communiste libertaire». Dans son œuvre, il se souvient de son enfance en Seine-Saint-Denis, quartier précisément déshérité par les politiciens. Il rappelle les premières tentatives des islamistes d'imposer leur façon de penser et d'agir. Car tout ce qui n'est pas dicté par eux est à détruire. Or la gauche, qui a perdu toute influence sur une population laissée pour compte, essaie de se faire une petite place à côté d'eux, en les cautionnant. L'auteur rappelle comment des élus du département se compromettent dans leur soutien aux islamistes, sans réfléchir aux conséquences. Il dénonce le déni d'élus communistes et du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) à l'égard de terroristes islamistes. Ces élus n'ont jamais été rappelés à l'ordre par leurs organisations.

Le troisième texte a été publié par Clémentine Autain, députée LFI de Seine-Saint-Denis, née en 1973. Militante féministe, elle fréquente souvent les plateaux de télévision sur lesquels elle défend avant toute chose la liberté de penser de l'extrême-gauche et de son parti, la France insoumise, tentant actuellement sa chance du côté de l'écologie.

La députée de la France Insoumise appelle à la réaffirmation des principes républicains après l'assassinat de Samuel Paty, victime du terrorisme islamiste. Elle invoque l'urgence d'une fraternité, d'un rassemblement autour de débats pour combattre les « monstres » du terrorisme et déplore le recours systématique des politiques aux insultes et à la haine digne d'un Etat préfasciste, à la manière de l'extrême-droite.

Clémentine Autain s'insurge contre la mise en accusation de la gauche, courant politique duquel elle se revendique. A entendre les partisans de l'extrême-droite, la gauche se serait rendue complice de l'islamisme. Pourtant, elle affirme dans ce texte que seuls ses amis ont su dénoncer les dérives islamistes, ont su sonner l'alarme. Elle déplore aussi l'impunité des extrémistes de droite pour leurs discours de haine. La députée dénonce la naissance d'une société préfasciste en énumérant les mesures politiques liberticides prises sous les mandats présidentiels précédents et actuel.

Trois textes de personnalités de la gauche sur un même sujet, mais une approche différente. Le premier reconnaît avec humilité que la gauche, dans son jugement, a fait preuve de cécité, par des jugements mélangeant liberté et volonté de pouvoir. Le second reconnaît que l'on ne peut pas tout accepter, sous prétexte de vouloir soutenir un « laisser-faire » cher à la gauche. Le troisième se veut un réquisitoire pour exonérer son parti de toute mauvaise conscience. Pour Emmanuel Kant, repris par Karl Marx dans *Le Capital*, un des ouvrages fondateurs du gauchisme, « la religion est un narcotique administré au peuple par les puissants pour qu'il supporte sa misère ». Certaines municipalités de gauche ont oublié ce principe important en laissant les islamistes asservir la population musulmane dans des quartiers, par là même ils se rendent coupables au regard de leurs principes fondamentaux.

**Paul COURTIN (Première 1), le 28 février 2021**